



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 86

**Loi sur l'organisation policière et
modifiant la Loi de police et
diverses dispositions législatives**

Présentation

Présenté par
M. Herbert Marx
Ministre de la Sécurité publique

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi propose une réforme de l'organisation policière en ce qui a trait aux mécanismes de support, d'encadrement de l'exercice de la fonction policière et de surveillance.

À cette fin, il propose que l'Institut de police du Québec devienne une corporation ayant pour objet de contribuer, par l'enseignement, la recherche et la consultation, à l'amélioration des services policiers au Québec.

Il propose également de confier au ministre de la Sécurité publique certaines fonctions d'inspection et d'enquête confiées actuellement à la Commission de police.

De plus, le projet de loi prévoit un code de déontologie uniforme pour tous les policiers du Québec, un commissaire à la déontologie policière pour recevoir et examiner les plaintes, des comités de déontologie et un Tribunal de la déontologie policière comme instance d'appel. Les décisions des comités et du Tribunal sont exécutoires.

Enfin, ce projet de loi prévoit des modifications de concordance à d'autres lois, principalement à la Loi de police.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET

- Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
- Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
- Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1)
- Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
- Loi sur le protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32)
- Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12)
- Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)

Projet de loi 86

Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverse dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

TITRE I

INSTITUT DE POLICE DU QUÉBEC

CHAPITRE I

CONSTITUTION ET ORGANISATION

1. Est institué l'« Institut de police du Québec ».

2. L'Institut est une corporation.

L'Institut est un mandataire du gouvernement. Ses biens font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ses biens. Il n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son nom.

3. L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation ou de tout déplacement du siège est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

4. L'Institut est administré par un conseil d'administration de douze membres répartis comme suit:

1° Le sous-ministre de la Sécurité publique ou son représentant;

2° Le sous-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou son représentant;

3° Le directeur général de la Sûreté du Québec;

4° Le directeur du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal constitué en vertu de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);

5° Une personne occupant la fonction de directeur d'un corps de police municipal, nommée par le gouvernement pour deux ans, après consultation de l'association représentative des chefs de police du Québec;

6° Deux élus municipaux, nommés par le gouvernement pour deux ans, après consultation des organismes représentatifs des municipalités;

7° Deux personnes provenant des associations chargées de défendre les intérêts des membres des corps de police, nommées par le gouvernement pour deux ans, après consultation de celles-ci;

8° Deux personnes provenant du milieu socio-économique, nommées par le gouvernement pour deux ans;

9° Le directeur général de l'Institut, nommé en vertu de l'article 12.

À la fin de leur mandat, les membres du conseil, nommés pour une durée déterminée, demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

5. Les membres du conseil d'administration élisent annuellement un président et un vice-président parmi ceux d'entre eux visés aux paragraphes 1° à 8° de l'article 4. En cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'agir du président, le vice-président en exerce les fonctions.

6. Toute vacance à la charge de membres du conseil d'administration qui survient en cours de mandat parmi les personnes nommées pour une durée déterminée est comblée pour la durée non écoulée du mandat de ce membre.

7. Les membres du conseil d'administration, autres que le directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

8. Les membres du conseil d'administration doivent se réunir au moins une fois tous les trois mois.

9. Le président préside les séances du conseil d'administration, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement du conseil d'administration.

10. Le quorum aux séances du conseil d'administration est de six membres, dont le président ou le vice-président. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

11. Un membre du conseil d'administration autre que le président ou le directeur général, qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'Institut, doit, sous peine de déchéance de sa charge, le dénoncer par écrit au directeur général et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt ou à toute séance au cours de laquelle son intérêt est débattu.

Le président, le directeur général et les membres du personnel de l'Institut ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Institut. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec diligence.

12. Le gouvernement nomme, pour une période déterminée d'au plus cinq ans, un directeur général qui est responsable de la gestion de l'Institut ainsi que des directeurs adjoints au nombre qu'il détermine. À l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du directeur général et des directeurs adjoints.

13. Les membres du personnel de l'Institut sont nommés et rémunérés selon les normes et les barèmes établis par règlement de l'Institut, approuvés par le gouvernement. Ce règlement peut aussi déterminer leurs avantages sociaux et autres conditions de travail.

CHAPITRE II

OBJET ET POUVOIRS DE L'INSTITUT

14. L'Institut a pour objet de contribuer par l'enseignement et la recherche à la formation et au perfectionnement des policiers du Québec.

15. Pour la réalisation de son objet, l'Institut exerce les fonctions suivantes:

1° dispenser des cours de formation et de perfectionnement en matière policière;

2° effectuer des études et des recherches dans les domaines pouvant toucher au travail policier;

3° fournir aux intervenants du milieu policier les résultats d'études et de recherches effectuées suivant le paragraphe 2°.

16. L'Institut peut:

1° voir à l'hébergement des personnes qui participent à des cours ou à des activités qu'il organise;

2° publier et diffuser les études et recherches effectuées suivant le paragraphe 2° de l'article 15;

3° conclure avec tout chercheur ou expert ou avec tout établissement d'enseignement ou de recherche tout accord qu'il juge utile à la poursuite de son objet.

17. Outre les frais de scolarité, l'Institut peut exiger, en contrepartie de ses services, des frais ou honoraires selon ce que détermine le ministre.

18. L'Institut peut élaborer et dispenser les programmes de formation professionnelle de niveau collégial en matière policière pour lesquels il a reçu l'autorisation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et du ministre.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science décerne, selon les règles qu'il détermine et après recommandation de l'Institut, une reconnaissance de fin d'études à l'étudiant qui a atteint les objectifs du programme de formation professionnelle de niveau collégial auquel il est inscrit.

L'Institut peut, en outre, élaborer et dispenser les programmes de formation et de perfectionnement en matière policière pour lesquels il a reçu l'autorisation du ministre et pour lesquels il décerne une attestation d'études.

19. L'Institut ne peut, sans l'autorisation du gouvernement :

1° conclure, conformément à la loi, un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental ;

2° construire, acquérir, aliéner, céder par bail ou autrement donner en garantie un immeuble ;

3° prendre un engagement financier au-delà des limites et des modalités déterminées par le gouvernement ;

4° contracter un emprunt qui porte le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées au-delà d'un montant déterminé par le gouvernement.

[[**20.** Le gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine :

1° garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt contracté par l'Institut ;

2° garantir l'exécution de toute autre obligation de l'Institut ;

3° autoriser le ministre des Finances à avancer à l'Institut tout montant jugé nécessaire à la poursuite des objets de l'Institut.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à l'Institut sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

21. Lorsque l'Institut acquiert un immeuble faisant partie du domaine public, la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne s'applique pas.

22. L'Institut ne peut acquérir des actions d'une autre corporation ni exploiter des entreprises commerciales. Il ne peut accorder de prêts, de dons ou de subvention, ni agir comme caution.

23. Dans la poursuite de son objet, l'Institut doit exécuter tout mandat spécifique que lui confie le ministre.

24. Le ministre peut donner des directives portant sur les objectifs et les orientations de l'Institut. Ces directives doivent, au préalable, être approuvées par le gouvernement et entrent en vigueur le jour de leur approbation. Une fois approuvées, elles lient l'Institut qui est tenu de s'y conformer.

25. L'Institut peut faire des règlements pour sa régie interne et l'exercice de ses pouvoirs et notamment pour :

1° constituer un comité administratif, en déterminer les fonctions et pouvoirs et fixer la durée du mandat de ses membres ;

2° déterminer les fonctions et pouvoirs du président, du directeur général, des directeurs adjoints et des autres employés de l'Institut.

26. L'Institut peut édicter des règlements généraux concernant :

1° les programmes d'études, l'admission des étudiants, les examens et les attestations d'études ;

2° les registres que l'Institut doit tenir ;

3° les frais de scolarité.

Un règlement entre en vigueur à la date de son approbation par le gouvernement ou à toute date ultérieure qu'il détermine.

CHAPITRE III

DOCUMENTS, COMPTES ET RAPPORTS

27. Aucun acte, document ou écrit n'engage l'Institut s'il n'est signé par le président, par le directeur général ou par un membre du personnel de l'Institut mais, dans le cas de ce dernier, uniquement dans la mesure déterminée par résolution de l'Institut, publiée à la *Gazette officielle du Québec*.

L'Institut peut, par résolution publiée à la *Gazette officielle du Québec*, permettre, aux conditions et sur les documents qu'il détermine, qu'une signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique ou qu'un fac-similé d'une signature soit gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, le fac-similé n'a la même valeur que si la signature elle-même sur le document est contresignée par une personne autorisée par le président de l'Institut.

28. Un document ou une copie d'un document provenant de l'Institut ou faisant partie de ses archives, signé ou certifié conforme par une personne visée dans l'article 27, est authentique.

29. L'exercice financier de l'Institut se termine le 30 juin de chaque année.

30. L'Institut soumet au ministre à chaque année pour approbation ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant, à l'époque, selon la forme et la teneur que le ministre détermine.

31. L'Institut doit, dans les quatre mois de la fin de son exercice financier, remettre au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

32. Le ministre dépose le rapport de l'Institut à l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

33. L'Institut fournit au ministre les renseignements qu'il requiert sur ses activités.

34. Les livres et les comptes de l'Institut sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.

Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport annuel de l'Institut.

TITRE II

DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

CHAPITRE I

CODE DE DÉONTOLOGIE DES POLICIERS DU QUÉBEC

35. Le gouvernement peut adopter par règlement un Code de déontologie des policiers du Québec qui détermine les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports avec le public.

Le code s'applique aux policiers membres de la Sûreté du Québec, du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal ou de tout autre corps de police municipal.

CHAPITRE II

COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

SECTION I

FONCTIONS

36. Le commissaire à la déontologie policière a pour fonction de recevoir et d'examiner une plainte formulée par toute personne contre un policier, conformément à l'article 51.

Il exerce également les autres fonctions que lui confie le ministre.

37. Le gouvernement nomme un « Commissaire à la déontologie policière » et fixe sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail.

38. Le commissaire est nommé pour une période déterminée d'au plus cinq ans. Son mandat peut être renouvelé.

39. Le gouvernement peut nommer au plus trois commissaires adjoints et fixer leur rémunération, leurs avantages sociaux et leurs autres conditions de travail.

40. Les commissaires adjoints sont nommés pour une période déterminée d'au plus cinq ans. Leur mandat peut être renouvelé.

41. Le commissaire et les commissaires adjoints doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments ou faire les affirmations solennelles prévus aux annexes I et II.

Le commissaire exécute cette obligation devant un juge de la Cour du Québec et les commissaires adjoints devant le commissaire.

42. Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 36, le commissaire et les commissaires adjoints doivent s'occuper exclusivement des devoirs de leurs fonctions.

43. Le commissaire, les commissaires adjoints et les membres de leur personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

44. Lorsque le commissaire cesse de remplir ses fonctions ou devient incapable d'agir par suite d'absence ou de maladie, le gouvernement désigne un des commissaires adjoints pour le remplacer.

45. Les membres du personnel du commissaire sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

46. Le commissaire définit les devoirs des commissaires adjoints et ceux de ses fonctionnaires et employés.

Il dirige leur travail et peut leur déléguer par écrit chacun de ses pouvoirs, à l'exception de ceux que lui attribuent les articles 48, 49, 62, 74, 76 et 77.

47. Le commissaire et les membres de son personnel ne peuvent être contraints par un tribunal de divulguer ce qui leur a été révélé dans l'exercice de leurs fonctions à l'égard d'une plainte, ni de produire aucun document rédigé ou obtenu à cette occasion devant un tribunal.

48. Le commissaire peut, en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition, attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général.

49. Au plus tard le 31 octobre de chaque année, le commissaire remet au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

Ce rapport contient notamment le nombre et la nature des plaintes reçues et les suites qui leur ont été données.

50. Le ministre dépose le rapport du commissaire devant l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, sinon, dans les trente jours de la reprise de ses travaux.

SECTION II

PLAINTES

51. Toute personne peut adresser au commissaire une plainte relative à la conduite d'un policier dans l'exercice de ses fonctions et constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie. La plainte doit être formulée par écrit.

52. Le droit de porter une plainte en matière déontologique contre un policier se prescrit par deux ans.

Le délai court à compter de la faute ou de la connaissance de cette faute.

53. Le policier qui démissionne de ses fonctions reste soumis à la compétence du commissaire pour les actes commis alors qu'il exerçait ses fonctions.

54. Les membres du personnel du commissaire doivent prêter leur assistance à toute personne qui la requiert pour la formulation d'une plainte.

55. Le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi dans un endroit où une personne se trouve privée de sa liberté et tout policier doit, quand une personne lui remet un écrit destiné au commissaire, le lui transmettre sans délai, sans prendre connaissance de son contenu.

Il doit de la même manière, lorsqu'il reçoit un écrit du commissaire destiné à cette personne, le lui remettre.

56. Le commissaire tient un registre de toutes les plaintes qu'il reçoit, selon les modalités qu'il détermine. Il accuse réception par écrit des plaintes enregistrées.

57. Dès la réception d'une plainte, le commissaire avise par écrit le policier dont la conduite fait l'objet de la plainte et le directeur du corps de police concerné de l'existence de cette plainte ainsi que des circonstances de temps et de lieu entourant cette inconduite.

58. Le commissaire prend les moyens raisonnables, compte tenu de toutes les circonstances, pour tenter un règlement à l'amiable de la plainte avec le concours du plaignant et du policier visé.

59. Tout règlement à l'amiable doit être consigné et approuvé par écrit par le plaignant; il doit être notifié au policier visé par la plainte.

60. En cas de règlement à l'amiable d'une plainte, le dossier du policier visé ne doit comporter aucune mention de cette plainte ni de ce règlement à l'amiable.

61. Les réponses ou déclarations faites par le plaignant ou le policier dont la conduite fait l'objet de la plainte, dans le cadre d'une tentative de règlement à l'amiable, ne peuvent être utilisées ni ne sont recevables en preuve dans des poursuites criminelles, civiles ou administratives, sauf dans le cas d'une audience devant une autorité disciplinaire interne portant sur l'allégation selon laquelle un policier a fait une déclaration ou une réponse qu'il savait fausse dans l'intention de tromper.

62. Lorsqu'une plainte ne fait pas l'objet d'un règlement à l'amiable dans un délai raisonnable, le commissaire peut décider de la tenue d'une enquête.

SECTION III

ENQUÊTE

63. L'enquête a pour objet de permettre au commissaire d'établir s'il y a matière à citation devant un comité de déontologie.

64. Le commissaire peut refuser d'ordonner la tenue d'une enquête ou ordonner de mettre fin à une enquête déjà commencée si, à son avis :

1° la plainte est frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi;

2° le plaignant refuse de collaborer à l'enquête;

3° la tenue ou la poursuite de cette enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

65. Le commissaire avise le plaignant et le policier dont la conduite fait l'objet de la plainte de la décision qu'il rend en vertu de l'article 64 et des motifs de cette décision. Il informe alors le plaignant de son droit de porter une citation devant le comité de déontologie.

66. En tenant compte de toutes les circonstances, dont la nature et la gravité des faits allégués dans la plainte, le commissaire peut assumer la tenue de l'enquête ou la confier soit au corps de police dont est membre le policier qui fait l'objet de la plainte, soit à un autre corps de police.

Le commissaire en avise par écrit et sans délai le plaignant, le policier qui fait l'objet de la plainte et le directeur du corps de police dont ce dernier est membre.

67. Le directeur d'un corps de police désigné par décret du gouvernement doit constituer une unité administrative de ce corps de police chargée notamment d'effectuer les enquêtes qu'ordonne le commissaire en vertu de l'article 66.

Le directeur doit fournir à cette unité administrative les ressources suffisantes.

68. Le directeur d'un corps de police à qui le commissaire confie la tenue d'une enquête doit se conformer à cette décision.

Dans les quarante-cinq jours de l'avis donné conformément au deuxième alinéa de l'article 66 et par la suite à tous les mois, le directeur fait rapport au commissaire du progrès de l'enquête.

69. Le commissaire et le directeur du corps de police peuvent établir des règles pour régir la procédure à suivre lors d'une enquête.

70. Sur demande, l'enquêteur s'identifie et exhibe le certificat signé par le commissaire attestant sa qualité.

71. Le commissaire et toute personne qui agit comme enquêteur aux fins de la présente section peuvent pénétrer dans un poste ou local de police et y examiner les livres, rapports, documents et effets reliés à la plainte faisant l'objet d'une enquête, après en avoir donné avis au directeur du corps de police intéressé.

72. Au plus tard dans les soixante jours suivant sa décision de tenir une enquête et par la suite tous les mois pendant la durée de celle-ci, le commissaire avise par écrit le plaignant, le policier dont la conduite fait l'objet de la plainte et le directeur du corps de police dont ce policier est membre du progrès de l'enquête, sauf s'il estime qu'un tel avis risque de nuire à la conduite de l'enquête.

73. Lorsque l'enquête a été confiée à un corps de police, le commissaire peut, sur réception du rapport d'enquête, ordonner au directeur de ce corps de police de procéder à un complément d'enquête dans le délai et suivant les modalités qu'il détermine. Le commissaire peut également procéder au complément d'enquête.

74. Lorsque l'enquête est complétée, le commissaire procède à l'examen du rapport. Il peut alors :

1° rejeter la plainte, s'il estime qu'elle n'est pas fondée en droit ou qu'elle est frivole ou vexatoire, ou qu'il y a manifestement insuffisance de preuve ;

2° citer le policier devant le comité de déontologie compétent s'il estime que la plainte le justifie ;

3° transmettre le dossier au procureur général.

Le commissaire peut, pour cause, réviser une décision prise conformément au paragraphe 1° du premier alinéa.

75. Le commissaire avise sans délai le plaignant, le policier et le directeur du corps de police de ce dernier de sa décision.

Il doit de plus, s'il rejette la plainte, leur en donner les motifs et leur transmettre un résumé du rapport d'enquête. Il informe également le plaignant de son droit de porter une citation devant le comité de déontologie compétent.

76. Lorsqu'il rejette une plainte, le commissaire peut communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte, des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie.

Ces observations lui sont transmises par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique ou de son supérieur immédiat, mais ne doivent pas être versées à son dossier.

77. Outre les pouvoirs que lui confère l'article 74, le commissaire peut :

1° recommander au directeur du corps de police de soumettre le policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière ;

2° souligner à ce directeur la bonne conduite du policier ;

3° soumettre à ce directeur toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie.

78. Le commissaire et toute personne qui agit comme enquêteur aux fins de la présente section sont investis des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

79. Sauf sur une question de compétence, une action en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) ou un recours extraordinaire au sens de ce code ne peut être exercé, et une mesure provisionnelle ne peut être ordonnée contre une personne qui agit en sa qualité officielle aux fins de l'application du présent titre.

CHAPITRE III

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

SECTION I

CONSTITUTION ET ORGANISATION

80. Un comité de déontologie a compétence exclusive pour connaître et disposer de toute citation en matière de déontologie policière.

81. Une citation fait suite à une plainte concernant la conduite d'un policier et vise à faire décider si cette conduite constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie pouvant entraîner l'imposition d'une sanction.

82. Sont constitués:

1° le comité de déontologie de la Sûreté du Québec;

2° le comité de déontologie du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal;

3° le comité de déontologie des corps de police municipaux.

83. Chacun de ces comités de déontologie est composé d'un nombre égal de présidents, de policiers et de non-policiers.

Le gouvernement détermine pour chaque comité le nombre de membres qui les composent.

84. Les membres présidents sont nommés par le ministre parmi les avocats admis au Barreau depuis au moins dix ans.

85. Les membres du comité de déontologie de la Sûreté du Québec qui sont policiers sont nommés par le ministre, après consultation du directeur général de la Sûreté et les membres qui ne sont pas policiers sont nommés par le ministre.

86. Les membres du comité de déontologie du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal qui sont policiers sont nommés par le ministre, après consultation du directeur de ce service de police, et les membres qui ne sont pas policiers sont nommés par le ministre, après consultation du comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

87. Les membres du comité de déontologie des corps de police municipaux qui sont policiers sont nommés par le ministre, après consultation de l'association représentative des chefs de police du Québec, et les membres qui ne sont pas policiers sont nommés par le ministre, après consultation des organismes représentatifs des municipalités concernées.

88. Les membres des comités de déontologie sont nommés à vacation pour une période de deux ans. Leur mandat peut être renouvelé.

Un membre dont le mandat est expiré peut continuer d'instruire une affaire dont il a été saisi et en décider malgré l'expiration de son mandat.

89. Les membres présidents et les membres qui ne sont pas policiers ont droit aux honoraires déterminés par le gouvernement. Ils ont également droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Les policiers qui sont membres d'un comité n'ont droit qu'au traitement qu'ils reçoivent de leur employeur à titre de policier. Ce dernier leur rembourse les dépenses qu'ils encourent dans l'exercice de leurs fonctions de membres du comité, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

90. Les membres des comités de déontologie doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter les serments ou faire les affirmations solennelles prévus aux annexes I et II. Ils exécutent cette obligation devant un juge de la Cour du Québec.

91. Pour chacun des comités de déontologie, le ministre désigne un premier président parmi les présidents.

Le premier président coordonne les activités du comité, fixe les dates des séances et voit à la constitution des formations du comité.

92. Une formation d'un comité de déontologie est composée d'un président, d'un membre policier et d'un membre non-policier, désignés par le premier président.

Une décision rendue par une formation constitue une décision du comité.

93. Un comité de déontologie peut tenir simultanément plusieurs séances.

94. Le premier président du comité de déontologie compétent préside la formation qui connaît et dispose d'une citation portée contre un officier ou un sous-officier qui n'est pas un salarié au sens du régime syndical applicable au corps de police concerné. De plus, le membre du comité qui est policier et que ce président désigne pour faire partie de cette formation doit être d'un rang égal ou supérieur à celui du policier qui fait l'objet de la citation.

95. Le ministre désigne un fonctionnaire de son ministère pour agir comme greffier des comités de déontologie.

96. Le comité de déontologie de la Sûreté du Québec et le comité de déontologie des corps de police municipaux peuvent siéger dans tout le territoire du Québec.

Le comité de déontologie du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal peut siéger dans toute municipalité de la communauté.

97. Lorsqu'un comité tient une séance dans une localité où siège la Cour du Québec, le greffier de cette cour est tenu de permettre au comité l'usage gratuit du local destiné à la Cour du Québec, à moins que celle-ci n'y siège alors.

SECTION II

PROCÉDURE ET PREUVE

98. Les articles 43, 47, 53, 78 et 79 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un comité de déontologie et à ses membres.

99. Un comité de déontologie est saisi, par le dépôt auprès du greffier des comités de déontologie, d'une citation.

100. Le commissaire et toute personne dont la plainte a été rejetée par le commissaire peuvent déposer une citation. Lorsque la citation est déposée par le commissaire, il agit en qualité de plaignant.

101. Une citation doit relater la conduite constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie et indiquer la disposition de ce code dont on allègue la violation, ainsi que les circonstances de temps et de lieu entourant cette conduite.

102. Le greffier fait signifier par courrier recommandé ou certifié la citation au policier qui en fait l'objet. Le greffier indique le nom des membres désignés par le premier président pour entendre l'affaire.

103. Le policier visé par la citation doit, dans les sept jours de la signification de celle-ci, produire au greffe une déclaration par laquelle il reconnaît ou nie les faits reprochés.

Le policier qui ne produit pas cette déclaration dans ce délai est présumé nier les faits.

104. Le commissaire et le policier qui fait l'objet de la citation sont parties à l'instance.

Le directeur du corps de police concerné, le ministre et le Procureur général peuvent y intervenir d'office; ils deviennent alors partie à l'instance.

Le comité peut, à sa discrétion, admettre comme intervenant tout groupement de personnes qui, à son avis, a un intérêt significatif dans le résultat de la procédure ou peut contribuer à une meilleure compréhension du dossier.

105. Sur réception de la déclaration, le président fixe la date et le lieu de la séance. Le greffier en donne avis aux parties par courrier recommandé ou certifié au moins sept jours avant la date fixée pour cette séance.

106. Le comité de déontologie doit permettre au policier visé par la citation de se faire entendre et de présenter une défense pleine et entière.

Si le policier dûment avisé ne se présente pas au temps fixé et qu'il n'a pas fait connaître un motif valable justifiant son absence, ou s'il refuse de se faire entendre, le comité peut néanmoins procéder à l'instruction de l'affaire en son absence et rendre une décision.

107. Un comité de déontologie ne peut ajourner une séance que pour prévenir un déni de justice ou que s'il est convaincu que l'ajournement ne causera pas de retard déraisonnable à la procédure.

108. Un comité de déontologie n'est pas lié par les règles légales ou techniques de la présentation de la preuve; il peut recevoir les éléments qu'il juge dignes de foi et pertinents et fonder sur eux sa décision.

109. Un comité de déontologie peut faire prendre en sténographie ou enregistrer les dépositions des témoins.

110. Un comité de déontologie peut adjuger les frais et les allocations des témoins selon les normes et les montants établis par le gouvernement.

111. Une partie a droit d'être assistée ou représentée par un avocat ou par la personne qu'elle désigne.

112. Toute audition est publique.

Toutefois, le comité peut d'office ou sur demande ordonner le huis clos ou interdire la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation ou pour assurer le respect de la confidentialité d'une méthode d'enquête policière, d'une source d'information ou d'une méthode d'opération policière.

Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non-publication ou de non-diffusion.

113. Le commissaire saisit le comité par voie de citation, de toute décision définitive d'un tribunal canadien déclarant un policier coupable d'un acte criminel constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie.

Le comité est tenu d'accepter la copie dûment certifiée de la décision judiciaire comme preuve de culpabilité.

Le présent article s'applique aussi à toute décision d'un tribunal étranger déclarant un policier coupable d'un acte criminel qui, s'il avait été commis au Canada, aurait entraîné l'application du premier alinéa.

114. Le président du comité de déontologie peut tenir une conférence préparatoire et y convoquer les parties, notamment pour permettre que soit communiquée avant la séance toute preuve documentaire ou rapport.

115. La citation peut être modifiée en tout temps aux conditions nécessaires pour la sauvegarde des droits des parties.

Toutefois, sauf du consentement des parties, le comité de déontologie ne permet aucune modification d'où résulterait une citation entièrement nouvelle, n'ayant aucun rapport avec la citation originale.

116. Toute décision est prise à la majorité. Si un membre est dissident, les motifs de son désaccord doivent y être consignés.

117. Le comité décide si la conduite du policier constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie et, le cas échéant, impose une sanction.

Avant d'imposer une sanction, le comité doit permettre aux parties et, le cas échéant, au plaignant de se faire entendre au sujet de cette sanction.

118. Un comité de déontologie qui décide que la conduite d'un policier est dérogatoire au Code de déontologie peut, dans les 14 jours de cette décision, imposer à ce policier l'une des sanctions suivantes :

1° l'avertissement;

2° la réprimande;

3° la suspension sans traitement pour une période d'au plus soixante jours ouvrables;

4° la rétrogradation;

5° la destitution.

119. Dans la détermination d'une sanction, le comité de déontologie prend en considération la gravité de l'inconduite, compte tenu de toutes les circonstances, ainsi que la teneur de son dossier.

120. Toute décision du comité de déontologie est écrite et motivée. Dans les dix jours de la décision, le greffier la fait signifier aux parties et, le cas échéant, au plaignant par courrier recommandé ou certifié.

121. Toute décision finale du comité de déontologie peut faire l'objet d'un appel au Tribunal de la déontologie policière. Toutefois, si une sanction doit être imposée, la décision ne peut faire l'objet d'un appel que lorsque cette sanction est imposée.

122. La décision du comité ne peut être soumise à un arbitre visé au chapitre IV du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou à la section III de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14).

Elle est exécutoire, malgré toute loi ou convention contraire, à l'expiration du délai d'appel.

CHAPITRE IV

TRIBUNAL DE LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

SECTION I

CONSTITUTION ET ORGANISATION DU TRIBUNAL

123. Est institué le « Tribunal de la déontologie policière ».

124. Le Tribunal a son siège à l'endroit déterminé par le gouvernement. Un avis de la situation ou de tout déplacement du siège du Tribunal est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

125. Le Tribunal est composé de cinq membres, dont un président et un vice-président, nommés par le gouvernement pour une période déterminée d'au plus cinq ans. Le mandat des membres peut être renouvelé.

Le président est choisi parmi les juges de la Cour du Québec.

Deux membres sont choisis parmi les juges de la Cour du Québec ou les avocats admis au Barreau du Québec depuis au moins dix ans.

Un membre est choisi dans le milieu policier.

Un membre est choisi parmi les personnes provenant du milieu socio-économique.

126. Le gouvernement peut, pour la bonne expédition des affaires, nommer, à la demande du président, un membre à vacation et déterminer ses honoraires.

127. Le gouvernement fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres du Tribunal.

128. Avant de commencer à exercer leurs fonctions, les membres du Tribunal et les membres à vacation doivent prêter les serments ou faire les affirmations solennelles contenus aux annexes I et II.

Le président exécute cette obligation devant le juge en chef, un juge en chef associé ou un juge en chef adjoint de la Cour du Québec, et les autres membres du Tribunal devant un juge de cette cour.

129. Le secrétaire et les autres membres du personnel du Tribunal sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.

130. Les articles 42, 43, 47, 53, 78, 79, 96 et 97 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au Tribunal.

131. Le président est responsable de l'administration et de la direction générale du Tribunal.

Il coordonne et répartit le travail des membres du Tribunal qui, à cet égard, doivent se soumettre à ses ordres et directives.

132. En cas d'absence ou d'incapacité du président, le vice-président le remplace.

133. Un membre du Tribunal dont le mandat expire peut continuer à instruire une affaire dont il a été saisi et en décider malgré l'expiration de son mandat.

134. Le Tribunal publie périodiquement un recueil des décisions qu'il a rendues.

Il omet, lorsqu'une ordonnance de non-publication ou de non-diffusion a été prononcée à cet effet, de mentionner le nom des parties et de toute autre personne impliquée ou, le cas échéant, les renseignements ou les documents visés par cette ordonnance.

135. L'exercice financier du Tribunal se termine le 31 mars de chaque année.

136. Le Tribunal soumet chaque année à l'approbation du gouvernement son budget pour l'exercice financier suivant, selon la forme, la teneur et à l'époque déterminées par ce dernier.

137. Le Tribunal doit, dans les quatre mois de la fin de son exercice financier, remettre au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

138. Le ministre dépose le rapport du Tribunal à l'Assemblée nationale dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

139. Les livres et comptes du Tribunal sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement.

SECTION II

COMPÉTENCE

140. Le Tribunal a pour fonction de disposer, exclusivement à tout autre tribunal :

1° de tout appel d'une décision d'un comité de déontologie ;

2° de tout appel interjeté en vertu de l'article 79 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13), d'une décision d'une municipalité à l'effet de destituer un membre de son corps de police ou de réduire son traitement.

§ 1.—*Appel d'une décision d'un comité de déontologie*

141. Toute personne partie à une instance devant un comité de déontologie, le ministre ou le Procureur général peut appeler de la décision du comité au Tribunal dans les trente jours de la notification de cette décision.

142. L'appel est formé par le dépôt au siège du Tribunal d'une déclaration écrite contenant un exposé des motifs invoqués au soutien de l'appel.

Cette déclaration est accompagnée d'une copie de la décision portée en appel.

143. Sur réception d'une déclaration d'appel, le secrétaire avise sans délai, par courrier recommandé ou certifié, toute autre personne qui a été partie à l'instance devant le comité.

144. L'appel suspend l'exécution de la décision.

145. L'appel est décidé à partir du dossier constitué au comité. Le Tribunal peut toutefois accepter toute nouvelle preuve utile et pertinente.

146. Le Tribunal permet aux parties de se faire entendre.

147. Les articles 105, 106 à 113, le deuxième alinéa de l'article 117, de même que l'article 120 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au Tribunal.

148. L'appel est entendu par trois membres du Tribunal. Un membre qui est juge ou avocat préside le Tribunal.

149. L'appel doit être instruit et décidé d'urgence.

150. Le Tribunal a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et il peut notamment rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des parties.

151. Le directeur du corps de police concerné, le ministre et le Procureur général peuvent intervenir en appel; ils deviennent alors partie à l'instance.

Le Tribunal peut, à sa discrétion, admettre comme intervenant tout groupement de personnes qui, à son avis, a un intérêt significatif dans le résultat de la procédure ou peut contribuer à une meilleure compréhension du dossier.

152. Le Tribunal peut confirmer la décision portée devant lui; il peut aussi l'infirmer et doit alors rendre la décision qui, selon lui, aurait dû être rendue en premier lieu.

153. La décision du Tribunal est finale et sans appel et ne peut être soumise à un arbitre visé au chapitre IV du Code du travail ou à la section III de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec. Elle est exécutoire malgré toute loi ou convention contraire.

154. Le Tribunal peut réviser ou révoquer toute décision qu'il a rendue :

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsqu'une partie n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision.

§ 2.—*Appel en vertu de la Loi de police*

155. L'appel interjeté en vertu de l'article 79 de la Loi de police est formé par le dépôt au siège du Tribunal d'une déclaration écrite contenant un exposé des motifs invoqués au soutien de l'appel. Cette déclaration est accompagnée d'une copie de la résolution du conseil de la municipalité.

156. Le Tribunal peut recevoir toute preuve, ordonner la production de toute chose relative à l'appel, ordonner l'assignation d'un témoin qui peut alors être interrogé ou contre-interrogé et rendre toute ordonnance que la justice exige.

Les articles 105, 106 à 113, le deuxième alinéa de l'article 117 de même que l'article 120 s'appliquent à cet appel, compte tenu des adaptations nécessaires.

157. Si le Tribunal infirme la décision du conseil de la municipalité concernée, il peut aussi lui ordonner de verser à l'appelant une somme d'argent qu'il détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel; il peut en outre, si la résolution visait la destitution de l'appelant, ordonner à la municipalité de lui payer tout ou partie du traitement qu'il n'a pas reçu pendant sa suspension et dont le Tribunal fixe le montant et, également, de rétablir pour cette période les autres avantages et allocations dont l'appelant bénéficiait avant la suspension.

158. Sur dépôt au greffe du tribunal compétent par toute personne intéressée, la décision devient exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement de ce tribunal et elle en a tous les effets.

TITRE III

DISCIPLINE POLICIÈRE

159. Le directeur d'un corps de police peut, à l'égard de ce corps de police, édicter des règles de discipline interne déterminant les devoirs et normes de conduite des policiers dans leurs rapports entre eux dans le but d'assurer l'efficacité, la qualité du service et le respect de l'autorité des officiers.

Ces règles peuvent contenir des normes et directives, imposer des devoirs et des prohibitions, déterminer les actes et les omissions qui constituent des fautes disciplinaires, établir une procédure disciplinaire, déterminer les pouvoirs des officiers en matière de discipline et établir les sanctions.

160. Ces règles n'affectent pas un contrat de travail au sens de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec, ni une convention collective au sens du Code du travail.

TITRE IV

CONTRÔLE EFFECTUÉ PAR LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ
PUBLIQUE

CHAPITRE I

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR AU MINISTRE

161. Tout employeur d'une personne qui agit en qualité d'agent de la paix et qui appartient à une catégorie d'agent de la paix déterminée par règlement du gouvernement doit fournir au ministre les renseignements liés au statut d'agent de la paix qui sont prévus par règlement, en la manière qui y est prescrite.

162. Le ministre tient un registre où sont consignés notamment le nom, l'adresse, la date de naissance et la date d'entrée en fonction des personnes qui agissent en qualité d'agent de la paix et qui appartiennent à une catégorie d'agent de la paix déterminée par règlement du gouvernement.

163. Le directeur général de la Sûreté du Québec, le directeur d'un autre corps de police ou tout responsable de toute autre catégorie d'agent de la paix déterminée par règlement du gouvernement soumet au ministre, à la demande de ce dernier et dans les délais qu'il indique, des rapports sur l'administration et les activités du corps de police ou des agents de la paix qu'il dirige, des rapports circonstanciés sur les situations perturbatrices de l'ordre, de la paix et de la sécurité publique qui surviennent sur le territoire soumis à sa compétence ou relativement à la situation de la criminalité sur ce territoire et, s'il y a lieu, des rapports sur les mesures correctives qu'il entend prendre.

CHAPITRE II

INSPECTION

164. Dans le but de favoriser l'efficacité des services policiers au Québec, le ministre voit à l'inspection de l'administration de la Sûreté du Québec et des autres corps de police ainsi qu'à l'inspection de leurs activités, celles de leurs membres et des constables spéciaux.

165. Il procède à une telle inspection ou y fait procéder par une personne qu'il autorise à cette fin à tous les trois ans.

Il peut également, en tout temps, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité, d'un groupe de citoyens ou d'une association chargée de défendre les intérêts des membres des corps de police, procéder ou faire procéder à une telle inspection.

166. La personne qui procède à l'inspection peut, dans l'exercice de ses fonctions :

1° pénétrer à toute heure raisonnable dans tout poste ou local de police de même que dans tout véhicule de police ;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents comportant des renseignements relatifs à l'administration des corps de police visés par l'inspection ou relatifs aux activités de ces corps de police ou des personnes visées par l'inspection ;

3° exiger les renseignements et les explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit, sur demande, en donner communication à la personne qui procède à l'inspection et lui en faciliter l'examen.

167. Il est interdit d'entraver l'action d'une personne qui procède à l'inspection, de la tromper par réticence ou fausse déclaration, de refuser de lui fournir un renseignement ou tout document qu'elle a droit d'exiger ou d'examiner en vertu de la présente loi, de cacher ou de détruire un document ou un bien pertinent à une inspection.

168. Une personne qui procède à l'inspection doit, si elle en est requise, s'identifier et exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

169. Le gouvernement peut :

1° déterminer les catégories d'agent de la paix aux fins de l'application des articles 161 à 163 ;

2° déterminer le contenu des renseignements que les employeurs doivent fournir au ministre en vertu des articles 162 et 163 ainsi que la manière dont ils doivent le faire.

CHAPITRE III

ENQUÊTE SUR UN CORPS DE POLICE

170. Le ministre peut mandater une personne pour enquêter sur la Sûreté du Québec ou tout autre corps de police.

171. À la demande d'une municipalité ou d'un groupe de citoyens d'une municipalité, le ministre peut mandater une personne pour enquêter sur le corps de police municipal qui dessert cette municipalité.

172. Le ministre, de sa propre initiative ou à la demande d'une association reconnue de policiers ou d'un groupe de citoyens de la municipalité concernée, peut mandater une personne pour faire enquête en vue de vérifier si cette municipalité maintient des services de police adéquats.

La personne mandatée pour faire enquête peut tenir des audiences publiques et entendre les personnes ou groupes intéressés.

Le ministre peut, lorsqu'il l'estime dans l'intérêt public, accorder à cette municipalité un délai raisonnable pour corriger la situation.

173. La personne mandatée pour faire enquête est investie des pouvoirs et de l'immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

174. Lorsqu'il refuse de faire enquête, le ministre en avise par écrit la municipalité intéressée, le groupe de citoyens ou l'association de policiers, et lui en donne les motifs.

175. La personne mandatée pour enquêter ne peut, dans son rapport, blâmer la conduite d'une personne, ni recommander que des sanctions soient prises contre une personne.

176. Le rapport d'enquête est remis au ministre et, le cas échéant, à la municipalité qui lui a fait la demande d'enquête. Il doit exposer les constatations qui ont été faites et contenir les recommandations que l'enquêteur juge utiles.

177. Lorsqu'une enquête a été faite à la demande d'une municipalité, d'un groupe de citoyens ou d'une association reconnue de policiers, l'enquêteur peut, s'il constate que la demande est frivole, recommander au ministre que les dépenses encourues relativement à cette enquête soient payées par ceux qui ont fait la demande.

Le ministre peut donner suite à cette recommandation et rendre une ordonnance à cette fin. Sur dépôt au greffe du tribunal compétent, l'ordonnance devient exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement de ce tribunal et elle en a tous les effets.

178. Le ministre peut conseiller en matière policière les intervenants du milieu policier.

TITRE V

DISPOSITIONS PÉNALES

179. Commet une infraction l'employeur d'une personne agissant en qualité d'agent de la paix, appartenant à une catégorie d'agent de la paix déterminée par règlement du gouvernement qui ne fournit pas au ministre, en la manière prescrite, les renseignements liés au statut d'agent de la paix prévus par règlement.

180. Commet une infraction le directeur général de la Sûreté du Québec, le directeur d'un autre corps de police ou tout responsable d'une catégorie d'agent de la paix déterminée par règlement du gouvernement qui ne soumet pas au ministre, à sa demande et dans les délais qu'il indique, les rapports prévus à l'article 163.

181. Quiconque contrevient à l'article 167 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 2 000 \$ et, en cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 400 \$ à 4 000 \$.

182. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 179 et 180 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$ et en cas de récidive, dans les deux ans de la condamnation pour une même infraction, d'une amende de 200 \$ à 2 000 \$.

183. Toute personne qui par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

184. Toute personne qui, par son acte ou son omission, en aide une autre à commettre une infraction est coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

185. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi, l'administrateur, l'employé ou le représentant de cette corporation qui a ordonné ou conseillé la commission de l'infraction ou qui y a consenti, est partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour cette infraction.

186. Les poursuites pénales en vertu de la présente loi sont intentées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

TITRE VI

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

LOI SUR LE BARREAU

187. L'article 128 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1), modifié par l'article 53 du chapitre 85 des lois de 1987, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, de ce qui suit :

« 7° Un comité de déontologie et le Tribunal de la déontologie policière constitués en vertu de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec de 1988*)). ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

188. L'article 178 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit : « , sous réserve de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec de 1988*)). ».

189. L'article 179 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, la Commission ne peut procéder à des consultations sur une question qui fait l'objet d'une enquête du Commissaire à la déontologie policière ou d'une personne nommée pour enquêter en vertu des articles 170 à 172 de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives. ».

190. Le deuxième alinéa de l'article 192 de cette loi est abrogé.

191. L'article 196 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 3°, des mots « et au Solliciteur général ».

192. Les articles 201 et 202 de cette loi sont abrogés.

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

193. L'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 13°, du paragraphe suivant :

« 13.1° Un immeuble appartenant à l'Institut de police du Québec au sens de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, chapitre *(indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec de 1988)*); ».

LOI DE POLICE

194. L'article 1 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) est modifié :

1° par la suppression des paragraphes *a*, *e* et *k*;

2° par la suppression, au paragraphe *i*, des mots « mais à l'exclusion d'un cadet municipal ».

195. Les articles 2.2 et 2.3 de cette loi sont abrogés.

196. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **3.** Une personne doit, pour devenir membre de la Sûreté, policier municipal ou constable spécial :

1° être de citoyenneté canadienne;

2° être de bonnes moeurs;

3° ne pas avoir été déclarée coupable ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction du Code criminel qui, selon la dénonciation, a été poursuivie au moyen d'un acte d'accusation;

4° avoir subi avec succès un examen médical suivant les normes prescrites par règlement du gouvernement devant un médecin désigné par le ministre de la Sécurité publique, par la municipalité ou par la personne qui emploie le constable spécial;

5° remplir les autres conditions prescrites par règlement du gouvernement.

Toutefois, une personne qui est nommée constable spécial pour moins de trente jours n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes 4° et 5° du premier alinéa. ».

197. L'article 6 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « cadets et » ;

2° par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « cadet ou ».

198. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 6, de l'article suivant :

« **6.1** Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement :

1° pourvoir à la classification et adopter l'échelle de traitement des membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 43 ;

2° déterminer les normes applicables aux insignes, actes de nomination et autres pièces d'identité des policiers ou des constables spéciaux ;

3° déterminer les normes applicables à l'examen médical que doit subir une personne désirant devenir membre de la Sûreté ou d'un autre corps de police ou constable spécial ;

4° déterminer les normes pour l'embauche des membres de la Sûreté, des membres des autres corps de police et des constables spéciaux ;

5° déterminer les fonctions qui peuvent être exercées et les grades qui peuvent être décernés dans un corps de police autre que la Sûreté, eu égard aux effectifs du corps ;

6° déterminer les qualités requises pour exercer une fonction ou obtenir un grade dans un corps de police autre que la Sûreté ;

7° déterminer les caractéristiques des uniformes qui peuvent être portés par les membres de la Sûreté, les membres des autres corps de police et les constables spéciaux ainsi que leur équipement, l'utilisation de celui-ci et l'équipement dont peuvent être dotés les véhicules qu'ils utilisent ;

8° déterminer les statistiques et les documents que doivent tenir la Sûreté et les autres corps de police de même que leurs membres et les constables spéciaux ainsi que les formules qu'ils doivent utiliser ;

9° déterminer les décorations et citations qui peuvent être décernées, prévoir les cas où elles peuvent l'être, la procédure d'attribution de ces décorations et citations de même que les personnes susceptibles de les obtenir. ».

199. La section II de cette loi est abrogée.

200. L'article 43 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, au paragraphe 2° du premier alinéa, du mot « cinq » par le mot « quatre » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

201. Les articles 44 et 45 de cette loi sont remplacés par le suivant :

« **44.** Le gouvernement nomme, pour une période déterminée d'au plus cinq ans, le directeur général de la Sûreté et fixe son traitement.

Le mandat du directeur peut être renouvelé.

Le directeur général doit résider dans la localité où sont situés les quartiers généraux de la Sûreté ou dans le voisinage immédiat de cette localité.

Le directeur général ne peut être destitué que par le gouvernement, sur rapport du ministre après enquête. ».

202. L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « les règlements adoptés en vertu du paragraphe a de l'article 57 » par les mots « règlement du gouvernement ».

203. L'article 47 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **47.** Le directeur général nomme, avec l'approbation du ministre de la Sécurité publique, les membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 4° et 5° de l'article 43. Leur traitement est déterminé suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par règlement du gouvernement. ».

204. L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Dans l'exercice de leurs fonctions et sur tout le territoire du Québec, le directeur général et les directeurs généraux adjoints sont autorisés à faire prêter le même serment et à recevoir la même affirmation solennelle qu'un commissaire pour la prestation du serment nommé en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16). ».

205. L'article 49 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « cadets et ».

206. L'article 50 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « cadets ou ».

207. L'article 51 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « et les cadets ».

208. L'article 52 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « cadets et ».

209. L'article 54 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « cadets ou ».

210. L'article 55 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « cadets ou ».

211. L'article 56 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « tout cadet ou ».

212. Les articles 57 à 57.3 de cette loi sont abrogés.

213. Le troisième alinéa de l'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement dans la première ligne, des mots « de la Commission laquelle » par « du ministre de la Sécurité publique lequel ».

214. L'article 64.1 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « sept » par le mot « six » ;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « , un représente la Commission ».

215. L'article 64.2 de cette loi est abrogé.

216. L'article 64.3 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

«**64.3** Si une municipalité est en défaut de se conformer à l'obligation de l'article 64 ou si, suite à une enquête tenue en vertu de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, chapitre *(indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec de 1988)*), il appert qu'elle ne maintient pas des services policiers adéquats, le ministre de la Sécurité publique peut charger la Sûreté de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire soumis à la juridiction de la municipalité et d'y appliquer les règlements municipaux. ».

217. L'article 65 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Ces règlements s'appliquent sous réserve des autres dispositions de la présente loi, de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives et des règlements du gouvernement édictés sous leur autorité. » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « à la Commission » par les mots « au ministre de la Sécurité publique ».

218. L'article 69 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Dans l'exercice de ses fonctions et sur le territoire de la municipalité, le directeur de police est autorisé à faire prêter le même serment et à recevoir la même affirmation solennelle qu'un commissaire pour la prestation du serment nommé en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires. ».

219. L'article 73 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « la Commission » par les mots « le ministre de la Sécurité publique ».

220. L'article 74.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La régie exerce alors les pouvoirs et assume les responsabilités que la présente loi et la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives attribuent à une municipalité ; notamment, elle exerce exclusivement le pouvoir d'adopter un règlement visé à l'article 65 ou une résolution visée à l'article 79. ».

221. L'article 79 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par le suivant :

« Cette résolution doit être signifiée à la personne qui en fait l'objet de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile ; cette personne peut toutefois interjeter appel de la décision au Tribunal de la déontologie policière institué par la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives. » ;

2° par la suppression des deux derniers alinéas.

222. L'article 79.2 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, des mots « la Commission » par les mots « le gouvernement ».

223. L'article 88 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et cinquième lignes, des mots « de la Commission » par les mots « du gouvernement ».

224. Les sections VI et VII.1 de cette loi sont abrogées.

225. L'article 98.6 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « , à un cadet ».

226. L'article 98.7 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « un cadet ou ».

227. L'article 98.8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **98.8** Quiconque contrevient aux articles 50 ou 88 ou à un règlement adopté en vertu du paragraphe 8° de l'article 7 est passible d'une amende d'au plus 1 000 \$. ».

LOI SUR LE PROTECTEUR DU CITOYEN

228. L'article 18 de la Loi sur le protecteur du citoyen (L.R.Q., chapitre P-32) est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 4°, de ce qui suit : « ou 2.2 » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 4°, après ce qui suit : « (chapitre P-13) », de ce qui suit : « ou à l'article 161 de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses

dispositions législatives (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec de 1988*)).

LOI SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

229. L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « la Commission de police du Québec » par les mots « le Tribunal de la déontologie policière ».

LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

230. L'article 370 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est remplacé par le suivant :

« **370.** Si l'Administration régionale établit et maintient un tel corps de police, elle est une « municipalité » au sens de la Loi de police (chapitre P-13) et de la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives (1988, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le Recueil des lois du Québec 1988*)), lesquelles s'y appliquent alors avec les adaptations nécessaires, sous réserve de la présente section. ».

231. L'article 372 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de « d et e » par « 4° et 5° ».

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

232. L'Institut de police du Québec, institué par la présente loi, acquiert les droits de l'Institut de police du Québec établi par la Loi de police et en assume les obligations.

233. Le ministre et l'Institut de police du Québec doivent conclure un protocole permettant le transfert à cet Institut des fonctionnaires permanents de l'Institut de police du Québec.

234. Le protocole préserve les congés de maladie et les jours de vacances accumulés de ces fonctionnaires et détermine leur classement et leur ancienneté.

235. Le protocole doit stipuler que le salaire d'un fonctionnaire qui accepte un transfert à l'Institut ne peut, de ce seul fait, être diminué.

236. Le protocole établit des mécanismes permettant de régler toute mésentente découlant de son interprétation.

237. L'Institut doit prendre à son emploi tout fonctionnaire visé à l'article 233 qui accepte un transfert à l'Institut.

238. Le fonctionnaire qui, dans le délai prévu au protocole, accepte un transfert à l'Institut devient, à la date fixée par le protocole, un employé permanent de l'Institut. Il est alors uniquement régi par les conditions de travail en vigueur à l'Institut et, le cas échéant, il devient membre de l'unité de négociation appropriée.

Le fonctionnaire qui, dans le délai prévu au protocole, ne signifie pas son refus d'être transféré à l'Institut est réputé avoir accepté son transfert à l'Institut.

239. Un fonctionnaire qui, dans le cadre du protocole visé à l'article 233, devient un employé de l'Institut a le privilège, tant qu'il conserve cet emploi, de demander sa mutation ou de participer à un concours de promotion dans un emploi de la fonction publique conformément à la Loi sur la fonction publique.

240. Un tel employé peut, tant qu'il est à l'emploi de l'Institut, requérir de l'Office des ressources humaines qu'il lui donne un avis sur le classement qu'il pourrait se voir attribuer dans la fonction publique. Cet avis doit tenir compte du classement que cet employé avait dans la fonction publique ainsi que de l'expérience et de la scolarité acquises depuis qu'il est à l'emploi de l'Institut.

241. L'Office des ressources humaines émet pour un tel employé qui pose sa candidature, à la mutation ou à un concours de promotion, un avis de classement qui doit être établi en tenant compte des critères prévus à l'article 240.

242. En cas de cessation partielle ou complète des activités de l'Institut ou s'il y a manque de travail, un tel employé a le droit d'être placé par l'Office des ressources humaines à un emploi dans la fonction publique qui correspond à un classement déterminé, en tenant compte des critères prévus à l'article 240.

Un tel employé est alors mis en disponibilité dans la fonction publique et il demeure à l'emploi de l'Institut jusqu'à ce que l'Office des ressources humaines puisse le placer.

243. Le Tribunal de la déontologie policière acquiert les droits de la Commission de police du Québec et en assume les obligations, dans la mesure et aux dates déterminées par le gouvernement.

244. Le mandat des membres de la Commission de police du Québec prend fin le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

245. Les enquêtes en cours devant la Commission de police du Québec le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du Titre II de la présente loi*) de même que les appels interjetés à cette commission à cette date sont continués par celle-ci suivant les dispositions de la Loi de police.

Lors de l'entrée en vigueur de l'article 199, ces enquêtes ou ces appels sont continués par le ministre suivant les dispositions de la Loi de police, telle qu'elle se lisait le jour précédent l'entrée en vigueur de cet article.

246. Malgré l'article 9 de la Loi de police et l'article 42 de la présente loi, le gouvernement peut nommer un membre de la Commission de police du Québec membre du Tribunal de la déontologie policière et fixer sa rémunération.

247. Le ministre devient partie à toute instance à laquelle la Commission de police du Québec était partie le (*indiquer ici la date du jour précédant celui de l'entrée en vigueur du présent article*), sans reprise d'instance.

248. Un règlement adopté par la Commission de police du Québec ou par le gouvernement demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé par le gouvernement, le cas échéant.

249. Le secrétaire de la Commission de police devient secrétaire du Tribunal de la déontologie policière.

Il devient aussi, sans autre formalité, un membre de la fonction publique. L'Office des ressources humaines lui attribue un classement conformément aux conditions et modalités établies par le Conseil du trésor ou à celles qui peuvent être prévues dans une convention collective.

Ce nouveau classement ne peut entraîner une diminution du traitement régulier auquel le secrétaire avait droit avant de se voir attribuer un tel classement.

250. Les fonctionnaires de la Commission de police du Québec qui exercent les fonctions d'enquêteur deviennent, suivant les conditions et modalités déterminées par le gouvernement, membres du personnel du Commissaire à la déontologie policière, sans autre formalité.

Les autres fonctionnaires de la Commission de police du Québec deviennent, suivant les conditions et modalités déterminées par le gouvernement, fonctionnaires du ministère de la Sécurité publique.

251. Les dossiers et autres documents de la Commission de police du Québec concernant les matières dévolues au ministre lui sont transférés.

Les autres dossiers et documents deviennent, sans autre formalité, ceux du Tribunal de la déontologie policière.

252. Tout manquement ou omission à la déontologie ou à la discipline policière survenu avant le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur des Titres II et III de la présente loi)* demeure régi par les dispositions législatives ou réglementaires qui s'y appliquent le *(indiquer ici le jour précédant cette date)*.

TITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

253. La Communauté urbaine de Montréal est une municipalité au sens du Titre IV de la présente loi.

254. La présente loi ne doit pas être interprétée comme restreignant le pouvoir administratif du directeur d'un corps de police de suspendre, avec ou sans traitement, un policier s'il a un motif raisonnable de croire que la conduite de ce policier est susceptible de compromettre l'exercice des devoirs de ses fonctions.

255. Le ministre de la Sécurité publique est chargé de l'application de la présente loi.

256. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

ANNEXE I

SERMENT OU AFFIRMATION SOLENNELLE *(articles 41, 90 et 128)*

Je jure *(ou affirme solennellement)* que je remplirai les devoirs de ma fonction avec honnêteté, impartialité et justice, et que je ne recevrai aucune autre somme d'argent ou avantage pour ce que j'accomplirai dans l'exercice de mes fonctions que ce qui me sera alloué conformément à la loi.

ANNEXE II

SERMENT OU AFFIRMATION SOLENNELLE DE DISCRÉTION
(*articles 41, 90 et 128*)

Je jure (*ou* affirme solennellement) que je ne révélerai ni ne ferai connaître, sans y être autorisé par la loi, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions.

TABLE DES MATIÈRES

		<i>Articles</i>
TITRE I	INSTITUT DE POLICE DU QUÉBEC	1 – 34
CHAPITRE I	CONSTITUTION ET ORGANISATION	1 – 13
CHAPITRE II	OBJET ET POUVOIRS DE L'INSTITUT	14 – 26
CHAPITRE III	DOCUMENTS, COMPTES ET RAPPORTS	27 – 34
TITRE II	DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	35 – 158
CHAPITRE I	CODE DE DÉONTOLOGIE DES POLICIERS DU QUÉBEC	35
CHAPITRE II	COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	36 – 79
Section I	Fonctions	36 – 50
Section II	Plaintes	51 – 62
Section III	Enquête	63 – 79
CHAPITRE III	COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	80 – 122
Section I	Constitution et organisation	80 – 97
Section II	Procédure et preuve	98 – 122
CHAPITRE IV	TRIBUNAL DE LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	123 – 154
Section I	Constitution et organisation	123 – 139
Section II	Compétence	140 – 158
§ 1.—	<i>Appel d'une décision d'un comité de déontologie</i>	141 – 154
§ 2.—	<i>Appel en vertu de la Loi de police</i>	155 – 158
TITRE III	DISCIPLINE POLICIÈRE	159 – 160

TITRE IV	CONTRÔLE EFFECTUÉ PAR LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	161 – 178
CHAPITRE I	RENSEIGNEMENTS À FOURNIR AU MINISTRE	161 – 163
CHAPITRE II	INSPECTION	164 – 169
CHAPITRE III	ENQUÊTE SUR UN CORPS DE POLICE	170 – 178
TITRE V	DISPOSITIONS PÉNALES	179 – 186
TITRE VI	DISPOSITIONS MODIFICATIVES	187 – 232
TITRE VII	DISPOSITIONS TRANSITOIRES	232 – 252
TITRE VIII	DISPOSITIONS FINALES	253 – 256